

**Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 4 mars 2010 —  
Commission européenne/Irlande**

(Affaire C-221/08) <sup>(1)</sup>

*(Manquement d'État — Directive 95/59/CE — Impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés — Article 9, paragraphe 1 — Libre détermination, par les fabricants et importateurs, des prix maximaux de vente au détail de leurs produits — Réglementation nationale imposant un prix minimal de vente au détail des cigarettes — Justification — Protection de la santé publique — Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac)*

(2010/C 113/09)

Langue de procédure: l'anglais

**Parties**

Partie requérante: Commission européenne (représentants: R. Lyal et W. Mölls, agents)

Partie défenderesse: Irlande (représentants: D. O'Hagan, agent, G. Hogan SC)

**Objet**

Manquement d'État — Violation de l'art. 9, par. 1, de la directive 95/59/CE du Conseil, du 27 novembre 1995, concernant les impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés (JO L 291, p. 40) — Loi nationale imposant des prix minimales et maximales de vente au détail des tabacs manufacturés

**Dispositif**

- 1) En imposant des prix minimaux de vente au détail des cigarettes, l'Irlande a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 9, paragraphe 1, de la directive 95/59/CE du Conseil, du 27 novembre 1995, concernant les impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés, telle que modifiée par la directive 2002/10/CE du Conseil, du 12 février 2002.
- 2) En ne fournissant pas les informations nécessaires à l'accomplissement, par la Commission européenne, de sa mission de contrôle du respect de la directive 95/59, telle que modifiée par la directive 2002/10, l'Irlande a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 10 CE.
- 3) Le recours est rejeté pour le surplus.

- 4) L'Irlande est condamnée aux dépens.

<sup>(1)</sup> JO C 209 du 15.08.2008

**Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 4 mars 2010 —  
Commission européenne/République française**

(Affaire C-241/08) <sup>(1)</sup>

*(Manquement d'État — Directive 92/43/CEE — Article 6, paragraphes 2 et 3 — Transposition incorrecte — Zones spéciales de conservation — Effets significatifs d'un projet sur l'environnement — Caractère «non perturbant» de certaines activités — Évaluation des incidences sur l'environnement)*

(2010/C 113/10)

Langue de procédure: le français

**Parties**

Partie requérante: Commission européenne (représentants: D. Recchia et J.-B. Laignelot, agents)

Partie défenderesse: République française (représentants: G. de Bergues et A.-L. During, agents)

**Objet**

Manquement d'État — Transposition incorrecte des dispositions de l'art. 6, par. 2 et 3, de la directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206, p. 7)

**Dispositif**

- 1) La République française,
  - d'une part, en prévoyant de manière générale que la pêche, les activités aquacoles, la chasse et les autres activités cynégétiques pratiquées dans les conditions et sur les territoires autorisés par les lois et règlements en vigueur ne constituent pas des activités perturbantes ou ayant de tels effets, et
  - d'autre part, en exemptant systématiquement de la procédure d'évaluation des incidences sur le site les travaux, ouvrages et aménagements prévus par les contrats Natura 2000, et

— en exemptant systématiquement de cette procédure les programmes et projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements soumis à un régime déclaratif,

a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu, respectivement, de l'article 6, paragraphe 2, de la directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, et de l'article 6, paragraphe 3, de cette directive.

2) Le recours est rejeté pour le surplus.

3) La République française est condamnée à supporter les deux tiers des dépens. La Commission européenne est condamnée à supporter le tiers de ceux-ci.

(<sup>1</sup>) JO C 197 du 02.08.2008

#### Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/République italienne

(Affaire C-297/08) (<sup>1</sup>)

*(Manquement d'État — Environnement — Directive 2006/12/CE — Articles 4 et 5 — Gestion des déchets — Plan de gestion — Réseau adéquat et intégré d'installations d'élimination — Danger pour la santé humaine ou l'environnement — Force majeure — Troubles à l'ordre public — Criminalité organisée)*

(2010/C 113/11)

Langue de procédure: l'italien

#### Parties

Partie requérante: Commission européenne (représentants: C. Zadra, D. Recchia et J.-B. Laignelot, agents)

Partie défenderesse: République italienne (représentants: G. Palmieri, agent et G. Aiello, avvocato dello Stato)

Partie intervenante au soutien de la partie défenderesse: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (représentants: S. Ossowski, agent et K. Bacon, barrister)

#### Objet

Manquement d'État — Violation des art. 4 et 5 de la directive 2006/12/CE du Parlement européen et du Conseil, du 5 avril 2006, relative aux déchets (JO L 114, p. 9) — Région Campania

#### Dispositif

1) En n'ayant pas adopté, pour la région de Campanie, toutes les mesures nécessaires pour garantir que les déchets soient valorisés et éliminés sans mettre en danger la santé de l'homme et sans porter préjudice à l'environnement, et en particulier en n'ayant pas établi un réseau adéquat et intégré d'installations d'élimination, la République

italienne a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 4 et 5 de la directive 2006/12/CE du Parlement européen et du Conseil, du 5 avril 2006, relative aux déchets.

2) La République italienne est condamnée aux dépens.

3) Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord supporte ses propres dépens.

(<sup>1</sup>) JO C 223 du 30.08.2008

Arrêt de la Cour (Grande chambre) du 9 mars 2010 (demande de décision préjudicielle du Tribunale Amministrativo Regionale della Sicilia — Italie) — Raffinerie Mediterranee SpA (ERG), Polimeri Europa SpA, Syndial SpA/Ministero dello Sviluppo Economico, Ministero della Salute, Ministero Ambiente e Tutela del Territorio e del Mare, Ministero delle Infrastrutture, Ministero dei Trasporti, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ministero dell'Interno, Regione Siciliana, Assessorato Regionale Territorio ed Ambiente (Sicilia), Assessorato Regionale Industria (Sicilia), Prefettura di Siracusa, Istituto Superiore di Sanità, Commissario Delegato per Emergenza Rifiuti e Tutela Acque (Sicilia), Vice Commissario Delegato per Emergenza Rifiuti e Tutela Acque (Sicilia), Agenzia Protezione Ambiente e Servizi Tecnici (APAT), Agenzia Regionale Protezione Ambiente (ARPA Sicilia), Istituto Centrale Ricerca Scientifica e Tecnologica Applicata al Mare, Subcommissario per la Bonifica dei Siti Contaminati, Provincia Regionale di Siracusa, Consorzio ASI Sicilia Orientale Zona Sud, Comune di Siracusa, Comune d'Augusta, Comune di Melilli, Comune di Priolo Gargallo, Azienda Unità Sanitaria Locale N8, Sviluppo Italia Aree Produttive SPA, Invitalia (Agenzia nazionale per l'attrazione degli investimenti e lo sviluppo d'impresa SpA), anciennement Sviluppo Italia SpA

(Affaire C-378/08) (<sup>1</sup>)

*(Principe du pollueur-payeur — Directive 2004/35/CE — Responsabilité environnementale — Applicabilité ratione temporis — Pollution antérieure à la date prévue pour la transposition de ladite directive et continuant après cette date — Réglementation nationale imputant les coûts de réparation des dommages liés à cette pollution à une pluralité d'entreprises — Exigence d'une faute ou d'une négligence — Exigence d'un lien de causalité — Marchés publics de travaux)*

(2010/C 113/12)

Langue de procédure: l'italien

#### Juridiction de renvoi

Tribunale Amministrativo Regionale della Sicilia